

# l'humanité rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

## CONTRE LES LICENCIEMENTS

# Premières ripostes

### Stoléro cédera

Stoléro avait annoncé au printemps qu'il aurait mis fin avant octobre au mouvement de grève des loyers qui se développe depuis quatre ans dans les foyers où sont logés les travailleurs immigrés. Octobre c'est dans quelques jours. Et loin de s'être arrêtée, la grève des loyers, animée par le Comité de coordination des foyers Sonacotra, continue de s'étendre. Aujourd'hui, plus d'une centaine de foyers sont en lutte pour faire aboutir leur plate-forme revendicative commune.

Pour atteindre son but, Stoléro s'était fait l'inspirateur d'une offensive judiciaire destinée à « décapiter » le mouvement. Plus de quarante procès devaient contraindre les résidents désignés comme « meneurs » à cesser la grève ou alors à prononcer leur expulsion des foyers... et de France. Saisis en plein été, les tribunaux n'ont dans l'ensemble (sauf à Metz), pas donné les suites attendues par le pouvoir. Face à une mobilisation sans précédent des résidents des foyers, l'offensive marque le pas. Chaque procès intenté contre leurs camarades a vu, tout au long de l'été, des centaines et des milliers de travailleurs immigrés répondre présents. Présent pour affirmer, face à l'arbitraire du pouvoir et des sociétés telle la Sonacotra, la justesse et l'urgence de leurs revendications. Présent pour affirmer face aux diviseurs la force de leur lutte solidaire.

Ces jours-ci de nombreux procès ajournés vont à nouveau s'ouvrir devant les tribunaux. Dans ces conditions il importe que tout soit fait pour élargir le soutien populaire à la lutte, que les progrès réalisés dans ce sens au cours de l'été soient étendus. En particulier, la cause des résidents des foyers unis autour du Comité de coordination doit être popularisée dans les entreprises.

Informés et mobilisés, les travailleurs, les syndiqués sont parfaitement à même d'apporter leur soutien à une lutte aussi légitime.

Ils pourront ainsi contribuer à neutraliser les dirigeants syndicaux nationaux qui, à la CGT comme à la CFDT, ne cessent de manœuvrer pour négocier dans le dos des résidents en bradant leurs revendications.

Que le soutien se développe dans ce sens et ensemble nous rassemblerons les conditions d'une victoire qui sera celle de toute la classe ouvrière, immigrée et française.

Claude BUISSON



« Pour préparer la grève, ça n'avait pas été facile, il avait fallu aller voir les travailleurs un par un », nous dit un délégué CGT de Joeuf.

Selon lui, la journée d'aujourd'hui est décisive pour la lutte contre le plan acier ; mais une grève de 24 h, non, ce n'est pas suffisant, il faudrait quelque chose de plus dur !

(Voir articles page 3)

### Guadeloupe : arrestation de 3 dirigeants syndicalistes

## 3 000 personnes manifestent pour leur libération

Trois dirigeants syndicalistes guadeloupéens ont été arrêtés et inculpés d'entrave à la liberté du travail et de coups et blessures.

Il s'agit de Lucien Gayadine, secrétaire général de l'Éducation en Guadeloupe (SGEG), de Serge Montout, responsable de l'Union des travailleurs agricoles guadeloupéens (UTA-UGTG) et de René Chicate, responsable de l'Union des paysans pauvres de la Guadeloupe (UPA).

Ce n'est pas un hasard si les colonialistes français s'attaquent justement aux dirigeants de ces syndicats. En effet, contrairement à la direction de la CGT guadeloupéenne, ces trois syndicats ont adopté le mot d'ordre d'indépendance nationale de la Guadeloupe, représentant ainsi réellement les aspirations du peuple.

Ces arrestations de dirigeants ont pour but d'essayer d'endiguer

le développement de nouvelles luttes. En effet, la France projette de transformer les terres jusqu'ici affectées à la culture de la canne à sucre pour y cultiver la banane. Cette opération repose entre les mains de la Compagnie fruitière dont le siège est à Marseille. Bien sûr, ce sont les paysans et ouvriers agricoles guadeloupéens qui feront les frais de cette opération.

En arrêtant trois responsables syndicaux, les colonialistes espéraient faire taire toute protestation : ils se sont lourdement trompés. C'est 3 000 personnes qui ont manifesté à l'appel des différentes organisations syndicales guadeloupéennes pour leur libération et contre le nouveau projet.



Récolte de la canne à sucre. Celle-ci est destinée à disparaître pour être remplacée par les cultures de bananiers.

### SOMMAIRE

#### Nicaragua

Une jeunesse assassinée  
..... Page 2

#### Foyers Sonacotra

Rassemblement de Thionville. Une éclatante manifestation d'unité.  
..... Page 4

#### Europe de l'acier

Restructuration belgo-sarroluxembourgeoise. Ses raisons, ses conséquences pour les travailleurs. Nos objectifs de lutte.  
..... Page 5

#### Palestine

La lutte du peuple palestinien et de son organisation, l'OLP.  
..... Page 8

Dans notre édition datée de samedi, un grand dossier «40 ans après Munich, se préparer face aux risques de guerre»

Nous demandons aux sections et fédérations de passer leurs commandes avant vendredi.

# LE MONDE EN MARCHÉ

## Nicaragua

# Une jeunesse assassinée

Il a fallu trois jours à l'armée d'assassins du Nicaragua pour venir à bout de la jeunesse. Et encore a-t-il fallu l'intervention de l'aviation. Les automitrailleuses, les tanks, les chars avaient été stoppés net devant les barricades d'où le Front sandiniste de libération nationale et la population toute entière, à ses côtés, tiraient.

La ville de Leon est depuis dimanche jonchée de gerbes de fleurs qui indiquent l'endroit où gisent les enfants par un mètre de fond.

Après la reprise de la ville, l'armée a, en effet, lancé une opération de « pacification ». Les assassins de la Garde nationale, équipés d'armes israéliennes, ont

défoncé les portes des maisons et poussés dehors tous les jeunes de 14 à 26 ans. Tous assassinés dans la rue sans autre forme de procès. Plusieurs centaines.

On a brûlé les corps par crainte des épidémies et on les a enterrés dans les petits jardins derrière les maisons ou dans la rue simplement.

Peu importait à l'armée qu'ils aient combattu ou non, qu'ils soient du Front ou non. Ils étaient jeunes

simplement.

Ils n'ont pas tort. C'est, en effet, toute la jeunesse du Nicaragua qui se dresse aujourd'hui contre la dictature du général Somoza. Il faudrait la tuer toute pour continuer à régner. Et il faudrait ensuite abattre les parents.

Leon, aujourd'hui « pacifiée », attend en vérité de reprendre les armes. Nombre d'habitants se sont repliés dans la campagne

### Que font les USA ?

L'impérialisme américain qui a mis en place et maintenu la dictature de Somoza au Nicaragua découvre, à l'heure des massacres, le principe de non-ingérence afin de justifier son silence. En fait, ce n'est pas le genre de principe qui étouffe la politique américaine et cette décision du Département d'Etat montre que, pour l'instant, les USA n'ont pas prévu de solution de rechange au régime de Somoza.

Cependant, le Sénat américain a supprimé un crédit de huit millions de dollars destinés à soutenir l'économie nicaraguayenne. Par contre, les 400 000 dollars destinés à la Garde nationale, quant à eux, seront toujours versés.

et les montagnes environnantes et songent à la devise de leur ville qui, aujourd'hui, prend tout son sens : « Un lion peut être abattu, jamais mis en déroute ».

## Campagne de propagande contre le Kampuchéa démocratique (Cambodge)

# Quand Lon Nol réapparaît

Décidément, la propagande contre le Kampuchéa ne lésine pas sur les moyens. C'est ainsi qu'on voit resurgir un fantôme depuis longtemps oublié : le maréchal Lon Nol, ancien chef de l'Etat, Lon Nol l'organisateur du coup d'Etat de 1970, Lon Nol le traître, qui avait vendu sa patrie aux Américains pour une poignée de dollars, Lon Nol le criminel...

### Iran

L'Hodjatolislam Haj Seyed Golpayegani est mort lors d'un accident alors qu'il organisait le secours aux réfugiés du tremblement de terre de Tabas qui fit des milliers de morts. Les dignitaires religieux avaient pris la décision de prendre en main cette aide, ne faisant aucune confiance à l'armée du Shah pour l'organiser. Enterré à Qom, quinze mille personnes ont assisté aux obsèques de Golpayegani. Ainsi la population a passé outre la loi martiale qui interdit tout rassemblement, montrant ainsi que l'opposition au régime était loin d'être matée.

### Pologne

## Nouvelles luttes de paysans contre la loi sur les retraites

Comme nous l'avions signalé dans notre édition du 8 septembre, les paysans polonais sont entrés dans la lutte pour faire obstacle à l'application de la loi sur les retraites promulguée en octobre dernier.

Fin août, Gierak avait promis de revoir la loi. Mais les actes n'ont pas suivi ses paroles.

A la mi-septembre, des paysans d'une petite ville située au sud de Varsovie ont à leur tour protesté contre la loi. 188 d'entre eux ont signé une pétition dans laquelle ils dénoncent la dégradation de leur condition de vie : « La situation sociale des paysans empire d'année en année. Si cet état de chose continue, il conduira à une catastrophe pour la société. »

Ils ont remis cette pétition à la Diète (Assemblée nationale) polonaise, ainsi qu'au Comité provisoire d'autodéfense paysanne qui s'était créé en août dernier à Lublin, et au Comité d'autodéfense sociale créé en 1976 par les intellectuels dans le but de soutenir les luttes ouvrières.

### Pologne - Tchécoslovaquie

## Rencontre KOR - Charte 77

Une nouvelle réunion clandestine a rassemblé les militants du comité Polonais d'autodéfense sociale (KOR) et ceux de la Charte 77 de Tchécoslovaquie. A l'issue de cette réunion, les deux organisations ont lancé un appel pour la tenue d'un séminaire international sur la défense des droits de l'homme dans les pays de l'Est.

Dans une lettre qu'ils ont adressée aux défenseurs des droits de l'homme en Allemagne de l'Est, en Bulgarie, en Hongrie, en Russie, en Arménie, en Ukraine, en Géorgie et en Lituanie, ils ont rendu hommage aux prisonniers politiques d'URSS tels que Chtcharansky, Guinzbourg, Orliv et de RDA tel Bahro.

ritent pas d'appartenir à la race humaine. »

### LES MENACES

Mais il faudrait être bien naïf pour croire que ce ne sont là que des mots. Derrière la propagande, il y a tout un arsenal de mesures visant à isoler le Kampuchéa et même, pourquoi pas, à en renverser le gouvernement légitime.

C'est ainsi que Lon Nol a appelé tous les pays du monde à « éviter toute négociation, tout contact diplomatique, tout commerce, et relations d'aucune sorte » avec Phnom Penh.

Les menaces percent clairement dans la déclaration suivante : « Je reste chef de l'Etat, la république Khmer conserve une armée et contrôle une partie du territoire. »

### QUAND L'HUMANITE TIEN LE MEME LANGAGE

Mais, serait-on tenté de dire, ce ne sont là que paro-

### Des déclarations d'une similitude surprenante

Le sénateur américain Mac Govern a appelé à « une intervention militaire internationale pour renverser le gouvernement khmer »

Radio-Hanoi a appelé « les forces patriotiques et révolutionnaires véritables du Front 203 » au soulèvement.

Brejnev, le héros de l'invasion de la Tchécoslovaquie a condamné « l'agression du Cambodge contre le Vietnam ».

Lon Nol exhibe la menace d'une armée qui pourrait encore intervenir...

Des déclarations d'une similitude surprenante.

les de traîtres, serviteur de l'impérialisme américain. Hé bien non, dans L'Humanité du 25 septembre, toute la panoplie classique est ressortie contre le Kampuchéa. C'est ainsi qu'on peut lire qu'« actuellement au Cambodge, les ménages sont séparés (...) tant d'hommes ont été massacrés ou sont morts de sous-alimentation dans les prisons. Un vent de folie et de sang souffle sur

le Kampuchéa. Les massacres de l'intérieur se sont prolongés à l'extérieur par les attaques contre le Vietnam », etc.

Ainsi, les pires arguments anticommunistes que la bourgeoisie avait inventés en 1917 contre la Russie bolchévique, en 1950 contre la Chine populaire et la Corée, voilà qu'on les retrouve

on vous parle de séparation forcée des familles et de vent de folie et de sang. Quelle différence ?

### SOUTENIR LE CAMBODGE CONTRE L'AGRESSION

Enfin, comment ne pas voir une similitude troublante entre les déclarations de Lon Nol sur son armée qui contrôlerait une partie du pays et les déclarations du Vietnam encourageant le soulèvement de ce qu'il appelle « les forces patriotiques véritables ». Lon Nol et les dirigeants vietnamiens au coude à coude contre le gouvernement légitime du Kampuchéa, qui aurait pu imaginer une chose pareille il y a seulement deux ans ?

Plus que jamais, il nous faut soutenir le peuple du Kampuchéa et ses dirigeants. N'oublions pas qu'une propagande n'est jamais gratuite.

Allons nombreux au meeting organisé par le Comité des patriotes du Kampuchéa démocratique en France, à l'occasion du dix-huitième anniversaire du Parti communiste du Kampuchéa, samedi 30 septembre à 14 h, association Plaisance, 32 rue Olivier Noyer, 75014 Paris.

Claude LIRA



Les exploits de Lon Nol : qui sont les animaux sauvages ?

Contre les licenciements, premières ripostes

« Il faudrait quelque chose de plus dur ! »

De notre envoyé spécial René BREAND.

Lundi 25. Les usines sidérurgiques s'étendent sur plusieurs kilomètres. Aux entrées, « les portiers ». C'est là que se trouvent les piquets de grève et que l'on peut se faire une idée plus précise de la situation.

Aux quelques portiers que nous avons faits, ce qui ressort c'est que le mouvement est moyennement suivi, de 50 à 60 % aux endroits les plus faibles, autour de 80 % ailleurs.

La manifestation d'Hagondange

(Suite de la page une)

En tête de la manifestation, les élus de gauche, la municipalité PCF-PS. Puis une foule de banderoles des organisations et sections syndicales. En effet, la journée est organisée par les cinq syndicats : CGT, CFDT, CFTC, FO et CGC.

Vers 10 heures, le cortège commence à s'ébranler. Point d'arrivée prévu, l'intersection des deux autoroutes Metz-Thionville et les bretelles Strasbourg-Paris. Les grévistes traversent Hagondange.

Un travailleur nous explique que ce type de ma-

nifestation en dehors de l'usine a commencé avec la grève d'Usinor et la manifestation à Paris l'an dernier, mais, qu'à son avis, les actions à l'intérieur de l'usine, comme le blocage des poches de fonte gêneraient davantage la direction et seraient un facteur de mobilisation important.

Les passages de quelques voitures et camions qui sont bloqués ne manifestent pas d'hostilité. A une conductrice qui s'énerve un peu, les grévistes répondent : « Attendre, attendre ! Jusqu'à quand ? Jusqu'aux licenciements ? ».

Bientôt la manifestation repart. Elle s'étire de plus en plus. Un peu avant le croisement avec Mézières, il y a bien une demi-heure qu'on marche.

La crainte du licenciement et l'espoir que ça ne sera pas soi mais d'autres sont des éléments qui jouent sans doute.

Il y a aussi une baisse du taux de syndicalisation, la déception qui a suivi les dernières élections. Mais il y a surtout la tactique de la direction qui emploie les mutations : les ouvriers ne se retrouvent plus avec les mêmes copains, l'unité est rompue constamment. Et il y a les jours de chômage

depuis des mois et des mois (quatre jours la semaine dernière dans certaines boîtes).

Ces difficultés-là ne pourront être surmontées que dans la lutte où se forge l'unité des travailleurs, à condition que cette lutte vise la bonne cible (opposition à tout licenciement) et utilise les moyens voulus (une journée de grève, une manifestation ne peuvent être qu'un tout début dans ce sens). C'est ainsi que la confiance et l'unité se renforcent.



« On aurait pu aussi occuper la gare, le canal. Les flics savaient depuis la fin de la semaine dernière que l'autoroute allait être occupée et avaient pris des mesures pour dévier la circulation. Mais il fallait faire un peu de bruit pour que la presse parle de ce qui se passe dans la sidérurgie » me dit un militant CFDT avec une petite pointe de déception.

Il faudrait bien, en effet, quelque chose de plus dur.

Aux piquets de grève

Florange (Sollac)- 13 heures, lundi

Le matin, cette usine qui emploie environ 5 000 ouvriers avait débrayé autour de 50 %. Au niveau de Sollac, c'est un des secteurs les

plus pénibles. En venant vers le portier, ce qui frappe, c'est la longue file de voitures qui bouchent le passage et entre lesquelles les ouvriers se faufilent.

Devant l'entrée, le piquet de grève, avec des cageots renversés, quelques voitures, des banderoles CGT : Au micro, deux délégués se relaient pour appeler à la grève des travailleurs qui se massent sur les deux trottoirs à l'entrée, et rappeller aux non-grévistes du matin, dans une intervention pleine de punch, pourquoi il faut se battre contre le plan acier, que pour lutter, il n'y a pas de solution individuelle : il faut faire grève.

Cette intervention insiste aussi sur l'unité entre Français et immigrés, sur la nécessité de dire non aux licenciements.

A peu près 200 grévistes discutent devant. A l'autre

extrémité, un groupe d'une dizaine d'ouvriers entre sous les colibets. Ici à ce piquet, une voiture est rentrée dans un gréviste qui a été blessé.

Après réflexion, le délégué CGT avec qui nous discutons, dira que si le mouvement est encore loin d'avoir l'ampleur de celui de 1967, c'est dû à la déception des électeurs et à la baisse du taux de syndicalisation, ce qui au niveau idéologique ne permet pas de contrer l'intox de la direction.

Puis, il y a aussi l'isolement des postes de travail, qui ne facilite pas les discussions, le fait aussi que de nombreux travailleurs, habitant à 50 ou 60 kilomètres de là, le temps de trajet laisse peu de place pour des réunions syndicales après le boulot. Le travail syndical en devient plus difficile.

Ici aussi, même si le nombre des grévistes semble tourner autour de 50 %, il surprend par rapport à l'état général de la semaine dernière. « Il manque quelque chose ! » me dira un gréviste. Il va ce soir à la manifestation appelée par le PCF lors de la réunion du conseil général, il espère qu'elle permettra de faire réfléchir « ceux qui depuis dix ans nous licencient »

Longwy

A Longwy, après la manifestation du matin (un millier de personnes), une quinzaine de militants CFDT se retrouvent à 17 h à l'Hôtel de Ville. Ils sont surpris de voir la façon dont le mouvement a marché le matin. Et bien qu'à Ébange, la CGT n'ait pas respecté l'accord avec la CFDT pour les piquets de grève de la porte principale (le piquet ne fut pas suffisamment ferme, semble-t-il, et la majorité des travailleurs sont rentrés travailler), les militants CFDT présents espèrent que la grève sera reconduite par l'intersyndicale pour mardi.

Bientôt, on commence à avoir une petite idée sur la poursuite du mouvement. C'est la consternation. On ne veut pas trop y croire encore. Puis, c'est la confirmation : il n'y a pas d'appel ferme à la poursuite de la grève le mardi matin. Simplement, selon les termes du communiqué CGT-CFDT, « les prolongements de la lutte seront examinés en commun demain matin avec les travailleurs de chaque boîte ».

(Oui, vraiment, il faudrait bien quelque chose de plus dur).

Ratsiraka en France

Des rapports nouveaux entre Madagascar et la France

Le président de Madagascar, Ratsiraka, est en visite en France. Après plusieurs années de tensions cette visite marque une certaine normalisation des relations entre cette ancienne colonie, aujourd'hui farouchement jalouse de son indépendance, et l'ancienne métropole.

Depuis l'accession au pouvoir de Ratsiraka en 1975, Madagascar a pris de nombreuses mesures d'indépendance nationale, tant sur le plan économique que politique. Citons les nationalisations de la Compagnie électricité et eaux de Madagascar, et des banques (sauf la BNP), la prise de contrôle de la base navale de Diégo-Suarez et la sortie de Madagascar de la zone franc, autant de mesures portant atteinte aux intérêts impérialistes de la France.

Sur le plan politique, Madagascar joue un rôle important dans le tiers monde et le mouvement des non-alignés ; elle a condamné en particulier le rôle de la France dans le camp de l'État aux Comores et l'annexion de Mayotte et elle soutient le droit à l'indépendance de la Réunion, encore dominée par la France.

Face à cette politique indépendante, la France a essayé d'user de pressions, en particulier sur le plan écono-

mique en suspendant des prêts promis, mais en vain... La reprise des relations entre les deux pays n'a pas empêché le président malgache de déclarer : « Aucun étranger ne peut se permettre impunément de s'immiscer dans nos problèmes internes. »

Cette dernière déclaration vaut d'ailleurs aussi pour ce que Madagascar appelle « les grandes puissances » c'est-à-dire les USA et l'URSS. En effet, à plusieurs reprises la « grande île » s'est prononcée pour la démantèlement de l'océan Indien, pour le démantèlement des bases étrangères, contre la présence de navires de guerre des grandes puissances dans les ports malgaches.

Face à l'offensive russe en Afrique, Madagascar a accusé les superpuissances « de faire la guerre par pays du tiers monde interposés et de s'ingérer dans les affaires africaines ».

12 000 travailleurs manifestent à Toulon

Après l'imposante manifestation de Marseille le 14 septembre, c'est à Toulon que les travailleurs des Bouches-du-Rhône, et en particulier de la navale, se sont rassemblés le lundi 25. Ils manifestaient une fois de plus leur colère contre les menaces qui planent sur l'emploi dans la région, alors qu'aucune solution globale n'est mise en place pour sauver les emplois à Terrin. L'AMREP ne s'est engagée à reprendre que Sud-Marine et la SAM.

Cette manifestation, c'est l'accueil que voulaient faire les travailleurs à la réunion des parlementaires UDF à Château-Vallon (près de Toulon) et à la venue de Barre à cette réunion.

Contrairement à Boulin, Barre est venu, mais pas plus que le ministre du Travail, il n'a osé affronter les travailleurs qui ont bloqué la

ville de 10 à 18 h. C'est en hélicoptère qu'il a rejoint son lieu de réunion.

Lecanuet qui a voulu, lui, traverser le cortège en voiture a reçu cris et crachats de la part des manifestants et sa voiture a été quelque peu endommagée (pare-brise et carrosserie). « C'est regrettable » a-t-il jugé, comme si



Lecanuet se plaint d'avoir été pris à partie par les manifestants.

les travailleurs jetés à la rue devaient rester polis et courtois !

Loin des travailleurs, Raymond Barre a pu développer avec cynisme les intentions du gouvernement : continuer à licencier (si les employeurs pouvaient licencier plus facilement, ils embaucheraient aussi plus facilement... !) et à faire bais-

ser les salaires (le ministre regrette la hausse trop forte du SMIC).

« Si je faisais ce que je veux faire, vous déchiriez vos vêtements, comme dans les Écritures. » confie-t-il.

Il est probable que la réponse des travailleurs sera tout autre, comme à Toulon lundi.

Rassemblement Sonacotra de Thionville

# Une éclatante manifestation d'unité

Samedi 23, a eu lieu, à Thionville, un rassemblement des résidents des foyers d'immigrés sous l'égide du Comité de coordination des foyers Sonacotra. Cette manifestation constituait une riposte à la décision d'expulsion des résidents de Metz dont le jugement en appel doit avoir lieu mercredi 27.

De 1 700 à 2 000 personnes ont assisté au rassemblement.

Les délégués d'environ 25 foyers de la région étaient venus — la grève est effective dans dix-huit de ces foyers. Les délégués représentaient aussi les résidents de trois sociétés de logement (Sonacotra, AFNO et AMLI). AMLI gère une dizaine de foyers de la région dont deux sont en grève.

## CINQUANTE FOYERS REPRÉSENTÉS

Les résidents de trente-cinq foyers parisiens de différentes sociétés de logement étaient également présents. Les résidents du foyer Sonacotra de Reims, qui vient d'entrer en grève, étaient aussi à Thionville. C'est là une manifestation d'unité peut-être sans précédent qui témoigne aussi de la grande mobilisation des résidents.

D'ailleurs, au coin de la rue, le directeur-adjoint de la Sonacotra sur l'Est, venu là pour espionner, devenait vert au fur et à mesure que les bus se succédaient.

Parmi les participants à ce rassemblement, quelques militants du PCF dont certains, au cours de discussions, ont exprimé leur désaccord avec la direction de leur parti pour son attitude vis-à-vis de cette grève. Notons, en outre, l'attitude contradictoire du PCF dont un membre (maire de Thionville) a accordé le théâtre municipal (la plus belle salle de la ville) alors que de l'autre côté, de nombreuses affiches du PCF et de la CGT ont recouvert les affiches d'appel au rassemblement.

## ELARGIR LE SOUTIEN

Une minute de silence a été observée en hommage à un délégué du personnel de la SOLLAC, Djilali Si Larbi, mort à 26 ans d'un accident du travail. Il était accrocheur de wagons, responsable de la commission immigrée de la CFDT. Il luttait pour faire reconnaître le Comité de coordination par la CFDT. Parmi les interventions du Comité de coordination, l'une a particulièrement insisté sur le travail à effectuer en direction de la classe ouvrière française et a indiqué qu'il fallait faire connaître aux ouvriers français les condi-

tions de logement dans les foyers.

La partie culturelle a connu un grand succès. Le montage très vivant du groupe Rosta et la chorale de Fameck furent très appréciés. A la suite du meeting d'ailleurs, les résidents du foyer de Florange ont décidé de s'engager dans un travail culturel.

Parmi les messages de soutien, outre un message commun PCML-PCR ml, des messages de la JCMLF, de l'UOP, du Comité d'hygiène d'action de Fameck, signalons celui de la CSCV, organisation qui a reconnu le Comité de coordination et dont la Fédération de Moselle l'a invité à sa fête

## FAIRE ÉCHEC AUX EXPULSIONS

Enfin un appel a été lancé pour la mobilisation du 27 septembre, jour où doit être prononcé le jugement en appel de la décision d'expulsion de cinq résidents de Metz. L'expulsion qui devait avoir lieu le 15 août avait été empêchée grâce à une manifestation le 12 août qui réunissait un millier de personnes.

Au total donc, ce rassemblement a constitué un grand succès dans l'élargissement de la grève et du soutien.

## Centrale de Plogoff

# «Les élus, on n'en veut plus»

de notre envoyé spécial

C'est ce que les paysans et les marins-pêcheurs de Plogoff ont crié à la fin de la réunion du conseil régional de Bretagne qui s'est tenu, lundi à Saint-Brieuc.

Le conseil régional venait d'émettre un avis favorable à l'implantation d'une centrale nucléaire sur le territoire de leur commune.

Depuis que cette centrale est en projet, à aucun moment, ils n'ont été mis au courant : « C'est la presse qui nous renseigne. Officiellement, nous ne savons rien. Les rapports scientifiques, on n'en a même pas eu connaissance ! ». Et en plus, ils n'ont même pas le droit d'assister à cette séance où on décide pour eux — ou plutôt, contre eux et sans eux — de l'implantation sur leurs champs, et dans leurs communes d'une énorme centrale nucléaire de 5 200 mégawatts.

La salle feutrée du conseil général des Côtes-du-Nord. Moquette et marbre, dans le cœur d'une préfecture toute neuve, le tout sous bonne garde. On interdit l'entrée à tout ce qui ressemble à un écologiste ou à quelqu'un de Plogoff. Par la fenêtre de la salle du conseil, on aperçoit quelques fies à talkies-walkies dans les bosquets du parc.

C'est là qu'on décide pour vous. Au centre trône le président et metteur en scène : Raymond Marcellin. Le « premier flic de France » vient de se faire propulser « premier des bretons » : depuis une semaine, il est président du conseil régional de Bretagne. Près de lui est assis le préfet de région, Sanglé, dans la froideur et le mépris technocratique d'un haut fonctionnaire de l'État bourgeois. En face, la cour. Une assemblée de notables, députés et sénateurs, d'élus de grandes municipalités : de cette assemblée surgissent quelques vieux routiers de la politique et quelques jeunes loups.

On leur demande d'émettre leur avis sur l'implantation d'une centrale nucléaire à Plogoff. Et le plus chaud partisan est... le député de la circonscription où doit être implantée la centrale, Guy Guerneur, député RPR de Douarnenez.

Pour lui, cette centrale n'a que de bons côtés, ça va fournir beaucoup d'emplois (ce qui est faux d'ailleurs). Cette centrale c'est très bien à condition « que la construction ne soit pas le prétexte à l'invasion de travailleurs immigrés, qu'ils soient d'une race ou d'une autre. (sic). Il faudra recruter en Bretagne plutôt qu'à Bobigny ou à Créteil. (re-sic). »

Et puis, « après tout, comme il dit, ce n'est qu'une très grosse centrale électrique. » Comme l'Amoco-Cadiz n'était qu'un pétrolier un peu gros. Il ose même déclarer que cette centrale serait une publicité pour la région.

Vient ensuite l'intervention d'un « élu communiste » : il ne fait vraiment rien pour convaincre. Une intervention de routine, il est

contre l'implantation de cette centrale mais le problème se poserait autrement si le nucléaire était nationalisé. Il ne fait que développer la ligne plus qu'ambigüe du PCF en ce domaine. S'il est contre la centrale, c'est surtout de peur que son parti ne soit isolé.

Ph. Lipponneau, pour le PS, et Le Prohon, pour l'Union démocratique bretonne (UDB) sont plus virulents. Ils n'ont pas de mal à démontrer que le dossier est un « dossier incomplet, basé sur des rapports contradictoires et imprécis ». Les rapports des scientifiques ne sont même pas terminés : ceux qui existent sont trafiqués, soit par EDF, soit par le préfet régional qui mentionne uniquement les arguments favorables à l'implantation de la centrale. Il reste en particulier de très grosses « incertitudes » sur des problèmes comme la destruction massive de plancton, (qui compromettra la pêche) sur les dangers d'une implantation dans une zone de fortes tempêtes, enfin sur les déchets de la centrale elle-même.

Pour le PS, il faut « reporter le choix à plus tard » et Ph. Lipponneau s'étonne : « qu'après avoir décidé on nous demande de choisir ». Mais alors, à quoi sert cette mascarade et pourquoi y participer alors que les travailleurs concernés n'ont même pas un mot à dire.

Quelques habitants de Plogoff avaient réussi à pénétrer dans les tribunes... alors que la plupart était maintenue au dehors. Marcellin prétendait que les tribunes étaient pleines alors que bien évidemment, il restait de la place.

Le maire demande à être entendu. Marcellin lui



« Dead in » à la manifestation de samedi à Brest. 15 000 personnes contre la centrale nucléaire de Plogoff.

répond que « l'assemblée ne reçoit pas de pétitionnaires ».

Bien belle formule pour lui refuser la parole. Et les gens de Plogoff sont prévenus qu'au moindre mouvement, on fait évacuer la tribune ! Voilà comme on règle votre sort.

Dans ces conditions, et avec ces méthodes, le résultat ne se fait pas attendre : l'assemblée régionale ap-

prouve, aux deux tiers des voix, et dans un vote vite expédié, l'implantation d'une centrale à Plogoff.

Quand la décision est annoncée sur la place, la réaction vient tout de suite : « C'est ça leur démocratie ? Et c'est comme ça qu'on nous défend ? Les élus, on n'en veut plus, c'est tous des pourris. Et pour nous défendre, il va falloir d'autres moyens ».

## Sonacotra

# 300 à Lagny

Lundi 25 septembre, à 14 heures, plus de trois cents résidents des foyers Sonacotra de Chelles, Torcy et Noisiel sont rassemblés au tribunal d'instance de Lagny. Il s'agit d'une nouvelle audience du procès entamé le 8 juillet par la Sonacotra à l'encontre d'une dizaine de résidents de ces foyers. Ici, comme ailleurs, la Sonacotra prétend contraindre par la voie judiciaire les résidents à renoncer à leurs légitimes revendications.

En assignant ces résidents devant le tribunal, elle espère obtenir d'eux une reprise des paiements, c'est-à-dire l'abandon de la grève des loyers. Sinon, elle escompte une condamnation autorisant l'expulsion du foyer. Condamnation que les services du ministère de l'Intérieur pourraient transformer en expulsion du territoire. Voilà pourquoi, comme en juillet, les travailleurs immigrés, résidant dans les trois foyers, sont venus nombreux cet après-midi, les uns en car, les autres directement après avoir quitté leur travail. A leur côté, se trouvaient des Français participant au comité de soutien et des syndicalistes.

Après avoir pris connaissance des déclarations de l'avocate des résidents, démontrant la nullité des poursuites de la Sonacotra, la présidente du tribunal annonçait, devant une salle archi-comble, la mise en délibéré de l'affaire jusqu'au 23 octobre. A cette date, un jugement devrait être rendu que la mobilisation et le soutien croissants devraient influencer de façon positive.



## L'Europe et l'acier (3)

Nous nous sommes longuement attardés sur la restructuration de la sidérurgie belgo-sarro-luxembourgeoise, c'est volontaire car le regroupement quadricéphale - SGB, État français, État belge, Empain - est appelé à devenir l'un des plus puissants du monde capitaliste. La sidérurgie belge est particulièrement bien placée dans ce processus. Nous allons voir aujourd'hui pourquoi cette restructuration, les conséquences pour les travailleurs, nos objectifs de lutte.

La réorganisation de la sidérurgie européenne a été lancée fin décembre 1977 à Bruxelles lorsque les patrons de la sidérurgie européenne ont décidé de s'entendre pour faire face à la crise et à la concurrence internationale sur le dos des travailleurs.

### LES BUTS

Il s'agit d'aboutir dans les cinq ans à venir, d'ici à 1983, à une harmonisation des investissements et des restructurations qui devraient se traduire par une véritable division du travail entre les différents groupes européens. Cela devrait permettre un accroissement des superprofits des monopoles se partageant les marchés, etc., et où les États-actionnaires et gérants joueront un rôle accru, voire même prépondérant (France, Belgique). Cette « européanisation » de la fabrication de l'acier sera-t-elle acceptée ?

Les trois grands en France, Sacilor-Chiers-Usinor, n'ont pas d'autre solution. Du côté du pouvoir, la prise de participation et les déclarations de Giscard-Barre n'y sont pas hostiles. D'autant plus que l'ampleur de la crise est si grande qu'elle ne se règle pas financièrement et techniquement au seul niveau national.

La prise de participation va avoir des conséquences sur la production, la concentration, les échanges de programmes, le financement, etc.

La concentration au niveau européen est donc une nécessité pour les monopoles, une question de survie en quelque sorte.

La coopération belgo, sarro, franco, luxembourgeoise, et qui sait l'élargissement à la Grande Bretagne, déboucherait sur la formation d'un grand groupe allant de la mer du Nord à la Méditerranée qui dominerait la sidérurgie européenne et serait capable de rivaliser avec les grands de l'acier. Cette construction serait un pas en avant vers une Europe industriellement plus unie face aux deux superpuissances, USA et URSS.

### ET LES TRAVAILLEURS ?

Dans cette restructuration gigantesque, faite par et pour les monopoles, les travailleurs de la sidérurgie connaîtront le chômage, les licenciements - 20 000 en France, 20 à 40 000 en Grande Bretagne, 10 000 au Luxembourg, 10 000 en Belgique, etc.

Cela signifie aussi des dizaines de milliers de licenciements dans la sous-traitance, des migrations forcées, etc.

Mais cette concentration du capital dans quelques mains rapproche d'autant plus la solution de la contradiction, en système capitaliste, entre la socialisation croissante de la production et la propriété privée des moyens de production par la bourgeoisie.

Cette contradiction sera résolue par la révolution prolétarienne et l'expropriation des expropriateurs sans indemnités.

### EN ATTENDANT, QUE FAIRE ?

La révolution n'est pas à l'ordre du jour. Nombre de travailleurs sont désorientés. Ils sont comme le boxeur sur qui les coups pleuvent et qui ne sait comment les rendre. Ils sont atterrés. Pourtant, elles sont vives les traditions de lutte des sidérurgistes que ce soit en France, en Belgique, en RFA, au Luxembourg.

Quelle formidable armée ils représentent ces dizaines de milliers de sidérurgistes dans tous les pays du Marché commun, tous confrontés aux mêmes ennemis, liés les uns aux autres.

En Belgique, ils se battent pour les 36 h par semaine, l'embauche des chômeurs. En France, nous battons contre les licenciements, le chômage, la vie chère, le respect des 40 h sans perte de salaire, etc.

Avec les récentes décisions de l'État des monopoles, avec la restructuration au niveau européen, la coordination des luttes en France à Sacilor, Usinor, Chiers, devient une nécessité mais aussi au niveau européen et c'est aussi pourquoi nous nous sommes attardés si longuement sur la Belgique, le Luxembourg, la Sarre. Parce qu'il est de notre devoir d'expliquer les liens entre les divers monopoles, les conséquences des restructurations pour les travailleurs. C'est aussi cela l'internationalisme.

Tous unis, les sidérurgistes vaincront contre les licenciements, le chômage, la vie chère, la déportation, pour le respect des avantages acquis.

Yves LÉPIC

### Belgique

## Pertes d'emplois en un an

En un an, les pertes d'emplois dans la sidérurgie belge ont été les suivantes :

COCKERILL - Liège	2 490
MMRA - Athus	1 450
TMM	1 005
HAINAUT-SAMBRE	950
PROVIDENCE	540
FORGES DE CLABECQ	285
SIDMAR	200
BOEL	140
AUTRES	580
TOTAL	7 640

## Pertes d'emploi par bassin entre 1978 et 1980

PLAN CLAES (co-président du PSB, ministre des Affaires économiques)

BASSIN	Employés	Ouvriers	Total
CENTRE	200-300	1 650-1 900	1 850-2 200
CHARLEROI	780-920	2 300-2 800	3 080-3 720
LIEGE	500-600	1 220-1 650	1 720-2 250
ATHUS	20-30	130-150	150-180
FLANDRES	100-200	100-200	100-200
BELGIQUE	1 500-1 850	5 400-7 600	6 900-8 550

- Ces tableaux ont été pris dans *Clarté-l'Exploité*, l'organe central du Parti communiste marxiste-léniniste de Belgique, No 228 (Page 31). Article intitulé : « Sidérurgie : le point de la situation ».



## Les PC et l'Europe

Les responsables aux Affaires étrangères des partis révisionnistes de la CEE se sont réunis à la fin de la semaine pour tenter de définir une attitude commune dans le cadre des élections au Parlement européen. Cette réunion n'a fait que confirmer les divergences entre les partis communistes européens dans leur appréciation de l'actuelle Europe des Neuf comme de son futur élargissement à la Grèce, à l'Espagne et au Portugal.

Le Parti communiste irlandais, absent de la réunion, boycottera l'élection

au Parlement. Pendant ce temps, les Anglais et les Danois feront campagne pour le retrait, de leur pays, du Marché commun. Les six autres partis communistes (Italie, France, RFA, Belgique, Pays-Bas, Luxembourg) entendent participer pleinement aux élections, considérant « le caractère irréversible du Marché commun ».

Ils n'en mèneront pas moins des campagnes divergentes. En particulier le Parti communiste français réaffirme son opposition à l'élargissement de l'Europe et à l'entrée de l'Espagne, tan-

dis que le Parti communiste italien y est tout à fait favorable.

Au total, le concert d'unité tourne à la cacophonie et le maître-mot pour l'unité d'action des révisionnistes semble être que « chacun voit midi à sa porte ».

Le seul point commun à ces campagnes dissonnantes sera l'éloge de la détente qui sert si bien les ambitions agressives de Brejnev. Des ambitions qui seraient sérieusement entravées par la réalisation d'une Europe plus forte et plus unie.



Parti socialiste

# La croisade des technocrates contre les archaïques

Reprise de l'éternel combat entre les anciens et les modernes, le combat que livrent les jeunes technocrates (Rocard, Attali...) contre les vieux politiciens (Mitterrand, Defferre) annonce bel et bien une mise au goût du jour du Parti socialiste.

Commentant les sondages qui donnaient une baisse de popularité de tous les dirigeants politiques de droite et de gauche, Rocard lançait : « Probablement qu'un

certain style politique ou qu'un certain archaïsme politique est condamné, qu'il faut probablement parler plus vrai, plus près des faits ».

Personne ne devait s'y tromper, surtout pas Claude Estier. Dans l'organe du PS, *L'Unité*, la petite phrase était reprise, d'après lui elle visait Mitterrand qui, pour

une fois, était premier quelque part : dans la baisse de popularité.

Il y a bien sûr dans tout le remue-ménage qui agite ce petit monde des querelles de personnes, des ambitions personnelles démesurées. Rocard attire l'attention sur le fait que Mitterrand est vieux et que lui, il est jeune, tout frais, pas usé par le

## Etait-ce pour rire ?

Mitterrand, vendredi dernier, dans une réunion électorale du PS, avant l'élection législative partielle du XIV<sup>e</sup> arrondissement de Paris a parlé de... l'unité de son Parti.

Si c'était pour rire et pour faire rire, ce fut une réussite : le public s'est esclaffé. Il y avait même des gens qui faillirent étouffer de rire. Au sens propre...

que Rocard aux dents longues appelle « la crédibilité économique ». Cette « crédibilité économique » qui l'avait amené un moment à refuser l'idée du SMIC à 2 400 F dans le programme de la gauche. Idée que Mitterrand avait reprise malgré tout sous la surenchère du PCF.

C'est qu'au PS, il y a, à l'heure actuelle, les vieux politiciens de la Quatrième République. Mitterrand, onze fois ministre, et Defferre en sont les prototypes. Qu'ils le veuillent ou non, ils portent aux yeux de leur parti et de leur électorat une part de l'échec de mars 1978.

Et il y a d'autre part des jeunes technocrates, le CERES bien sûr, mais aussi des « autonomes » non-organisés en fraction au sens propre : Rocard et Attali en sont. Ce qu'ils proposent, c'est de ne plus rêver à 1972 (le Programme commun) recommencé. Mais de parler crédible, concret, ce

Pour Rocard, il faut proposer un programme socialiste que l'on peut tenir : le minimum de réformes, le minimum de mesures sociales à faire pour relancer la machine économique du capitalisme. Faire du capitalisme moderne.

C'est la question de savoir ce que sera le PS demain, avec qui il passera des alliances électorales. C'est la question aussi de savoir qui sera candidat socialiste aux présidentielles de 1981. Rocard s'y verrait bien... à la tête d'un PS remis au goût du jour.

Philippe LECLERC

## Les luttes des parents et des enseignants se développent dans l'unité

La rentrée scolaire soulève de nombreux problèmes particulièrement cette année. Dans toute la France, dans toutes les régions de France, à la campagne et à la ville, dans le primaire, la maternelle, dans le secondaire, les luttes prennent une ampleur exceptionnelle.

Des enseignants, des parents d'élèves et des agents de service s'unissent dans l'action.

Les années précédentes, les mouvements de lutte restaient bien souvent cloisonnés. Il y avait d'un

côté les enseignants, de l'autre les parents d'élèves, même si, localement, des luttes communes étaient engagées par les enseignants et les parents.

Dans les luttes actuelles, toutes les personnes

concernées se réunissent bien souvent dans des assemblées générales (élèves, parents, enseignants et personnel de service). Les décisions qui y sont prises sont souveraines, ce qui n'exclut pas d'ailleurs la participation active des sections syndicales des enseignants et des personnels de service, des fédérations de parents et d'associations familiales. Les principales revendications tournent autour de cinq axes : S'opposer à :

- La suppression de classes, ce qui entraîne, la plupart du temps, une surcharge d'effectifs pour les autres classes ;
- La suppression d'heures d'éducation physique (se rapporter aux *Humanité rouge* du 6 et 23 septembre) ;
- La suppression ou le manque de création de postes d'agents de service ;
- La suppression de postes de surveillants ;
- Au non-réemploi des maîtres-auxiliaires.

Ces mouvements utilisent tous les moyens d'action, délégation au recteur (1), délégation à l'inspection académique (1), grèves des enseignants, grèves des agents de service, grèves scolaires des parents, occupation des locaux, recherche du soutien de la population.

Ces luttes se sont déclenchées à la base. L'unité de tous se construit face à la situation scandaleuse qui est réservée aux élèves. Le problème de

l'école est vécu comme le problème de tout le monde. Les tentatives du pouvoir de cantonner les luttes des enseignants à des luttes corporatistes se brisent devant la détermination des enseignants, des parents, des agents de service et des élèves pour obtenir de meilleurs conditions de travail.

(1) Organismes de l'éducation nationale se chargeant des emplois des enseignants.

Nathalie VILLOTIERS

### Dordogne

## Les enseignants en grève les 26 et 27 septembre

A son assemblée générale du 20 septembre, le SGEN - Dordogne a décidé d'entrer en lutte pour l'emploi et pour de meilleures conditions de travail.

Quarante maîtres-auxiliaires en poste l'an passé dans le département n'ont pas été renommés, alors que des classes sont supprimées, d'autres regroupées et que les effectifs sont à quarante élèves par classe dans certains lycées, que des heures supplémentaires sont imposées et que la plupart des services de documentation n'ont pas de personnel.

L'action se fera en deux temps. Mardi, grève, mercredi grève et délégation massive au rectorat de Bordeaux pour exiger le réemploi des auxiliaires et le doublement de certaines classes. Se retrouveront aussi au rectorat des délégations de la Gironde et du Lot-et-Garonne.

Correspondant HR

### Lot-et-Garonne

## Enseignants, parents, élèves ensemble contre la politique scolaire du gouvernement

Vendredi 15 septembre, la grève du personnel du lycée technique d'Agen est suivie à 90 %.

Lundi 18 et mardi 19, la grève des enseignants du lycée Georges Leg à Villeneuve sur Lot est suivie à 60 %.

Lundi 25, la grève est reconduite au lycée technique d'Agen.

Au lycée Palissy à Agen, vendredi 22, samedi 23 et lundi 25, à l'appel des fédérations Lagarde et Cornec les parents n'ont pas envoyé leurs enfants au lycée, cet appel est suivi à 100 %. Vingt sept élèves seulement sur mille étaient présents le vendredi 22.

C'est dès le lundi 18 qu'une assemblée générale des enseignants, soutenus par les parents a décidé la grève générale, compte tenu des conditions de la

rentrée.

Qu'on en juge :

- Un poste de professeur d'éducation physique supprimé à deux jours de la rentrée entraînant une baisse des heures d'éducation physique de 3 à 2.

- Suppression de 2 postes de surveillants.

- Suppression de 2 classes scientifiques ce qui porte l'effectif moyen des classes terminales D à 37, alors que l'année dernière, il était de 27.

Cette grève a été suivie à près de 80 % dans l'unité

la plus large : les syndicats des professeurs SGEN, SNES, SNALC y ont participé avec le soutien des fédérations de parents d'élèves Lagarde et Cornec. De nombreux professeurs révoltés par les conditions scandaleuses de la rentrée participaient à leur première grève depuis 10 ans.

Jeudi soir, 21 septembre après ces trois jours de grève des assemblées générales, regroupant élèves parents et enseignants (500 personnes en tout) ont décidé la poursuite de l'action.

### RECTIFICATIF

Dans l'article de notre édition du mardi 26 septembre « Lycée des Bruyères-Rouen - Tout le monde se bat », les syndicats d'enseignants participant à la lutte sont le SNES, SGEN, et le SNALC et non le SNAC.



La manifestation à Paulhan, le 20 septembre : « Non à tout licenciement ».

### Irrifrance - Paulhan (Hérault)

## Non à tout licenciement !

Pour riposter aux mesures patronales qui licencient 70 salariés, les travailleurs d'Irrifrance de l'usine de Paulhan (Hérault) s'étaient mis en grève illimitée avec occupation des locaux à la fin du mois de juillet.

tionale qui fabrique du matériel d'irrigation. En France, c'est Irrifrance qui détient le monopole de fabrication de ce matériel ; à son conseil d'administration siègent trois sociétés : Vallourec est elle-même chapeautée par Péchiney, Tréfinmétaux, Usine Kuhlman.

de Paulhan aurait des difficultés économiques : elle serait victime de la concurrence internationale notamment d'Ibersa, usine espagnole où Irrifrance possède 60 % des actions. Mais où est la concurrence puisqu'il s'agit du même monopole ? D'autre part, selon certaines informations, le patron aurait signé des contrats pour acheter des actions à l'étranger ; il voudrait donc démanteler l'usine de Paulhan pour accroître ses investissements à l'étranger et ainsi profiter d'une main-d'œuvre meilleur marché.

En apprenant ces mesures patronales, les travailleurs ont sur le champ abandonné le travail et occupé le bureau du directeur, le séquestrant pendant quelques heures. Ils organisaient la lutte et la popularisaient en distribuant des tracts sur la nationale qui passe devant l'usine. Au moment des congés, la grève a cessé.

Depuis la rentrée (début septembre) le patron maintient les 70 licenciements mais les travailleurs refusent d'être victimes de la restructuration de ce monopole qui ne permet qu'au patron d'accroître ses profits en licenciant des travailleurs.

Pour le patron, l'usine d'Irrifrance

Irrifrance est une société multina-

### Paris

## Bilan d'une journée d'action à la Bibliothèque nationale

A 10 heures, l'Intersyndicale de la Bibliothèque nationale a réuni une assemblée générale du personnel. Celle-ci a été suivie d'une occupation massive de la salle de lecture du département des imprimés.

Les représentants des différentes sections syndicales ont évoqué la situation des non-titulaires à la Bibliothèque nationale, ainsi que le licenciement des vingt-quatre délégués dans les fonctions de sous-bibliothécaire. Ils ont mis en avant les conséquences de cet état de fait sur la qualité du service

public. Le problème de la dégradation du service public a notamment été repris dans l'intervention de certains lecteurs mécontents.

Une pétition pour le réemploi et la titularisation de ces non-titulaires a été massivement signée.

Enfin, une vente de sandwiches en solidarité avec les vingt-quatre licenciés a été organisée dans le hall.

L'Intersyndicale de la Bibliothèque nationale - SNPESB-CGT, SGEN-CFDT, SNB-FEN, FO.

Correspondant HR

### Seine-Saint-Denis

## L'UL-CGT de Montreuil et le chômage

L'UL-CGT de Montreuil a sorti un tract reprenant « une lettre ouverte adressée à Monsieur le Préfet de la Seine Saint Denis ». Dans ce tract, intitulé « la CGT propose au patronat et aux pouvoirs publics un pacte local pour l'embauche des chômeurs », il est écrit : « Il est temps que les pouvoirs publics, que vous représentez, se décident à agir afin d'offrir des emplois sur Montreuil. Ce-

la est immédiatement possible, si l'on tient compte des besoins en personnel des services publics de notre localité. De partout, les organisations syndicales CGT de la fonction publique revendiquent des augmentations d'effectifs : dans les services des PTT, à l'hôpital intercommunal de Montreuil, dans la police, à l'EDF-GDF, dans les crèches départementales, dans les services communaux, à l'of-

fice HLM de Montreuil, aux impôts, dans l'enseignement... »

Ainsi, les permanents de l'Union locale de Montreuil montrent-ils leur conception du monde ; pour eux un fonctionnaire est un fonctionnaire, et la police est un métier comme un autre, ce n'est pas l'appareil que se donne la bourgeoisie pour imposer son pouvoir d'État. Une conception qui rejoint celle de Nicole Pasquier qui

proposait aux femmes chômeuses de rentrer dans la police !

Plus loin, les mêmes continuent dans une lettre ouverte à Monsieur Mainguet, délégué général du GIREP : « (...) Les chômeurs atteignent la limite du tolérable... » Il y a donc un seuil de chômeurs tolérable ? C'est en aucune manière le point de vue que doivent avoir les travailleurs.



កម្ពុជា ប្រជាធិបតេយ្យ

KAMPUCHEA DEMOCRATIQUE

### JOURNEES COMMEMORATIVES à l'occasion du 18<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE de la FONDATION du PARTI COMMUNISTE de KAMPUCHEA

Samedi 30 septembre & Dimanche 1 octobre 1978 de 9h30 à 23h au 32 rue Olivier-Noyer, Paris 14<sup>ème</sup> - M<sup>o</sup>: Alesia ou Pernetz

- PROGRAMME :
- EXPOSITION DE PHOTOS
- PROJECTION DE 3 FILMS :
 1. "PEUPLE HEROIQUE"
 2. "KAMPUCHEA DEMOCRATIQUE"
 3. "LA VERITABLE NATURE DE L'AGRESSION VIETNAMIENNE CONTRE LE KAMPUCHEA DEMOCRATIQUE"
- MEETING : SAMEDI 30 SEPTEMBRE 1978 à 14H
 SONT ORGANISEES INVITES LES COMITES ET LES AMIS ETRANGERS DU KAMPUCHEA DEMOCRATIQUE

Pour soutenir la lutte révolutionnaire du peuple iranien pour la liberté et la démocratie, pour l'indépendance nationale contre l'hégémonie des deux superpuissances ; Pour dénoncer et combattre le régime fasciste du Shah, valet de l'impérialisme US ;

TOUS AU MEETING Jeudi 28 septembre à 20 h 30 à la Mutualité-Salle B (Paris 5e)

organisé par : L'Union des étudiants iraniens en France (CISNU) et soutenu par : CPROP, PCML (Humanité rouge), OCF(ml), PCR(ml), UCF(ml).

A l'occasion de la parution de L'Humanité Rouge en tant qu'organe central du P.C.M.L Abonnements spéciaux pendant une durée de 1 mois: 15 francs l'abonnement de 1 mois

tous les jours dans les kiosques l'humanité rouge

DES MESURES ANTIPOULAIRES
Le gouvernement prévoit davantage de licenciements dans la sidérurgie. Veut généraliser les contrôles médicaux...
Organe central du PARTI COMMUNISTE MARXISTE LENINISTE
ALERTE REPRESSION POLICIERE MOBILISATION

Cette affiche est disponible à notre local : passez vos commandes

## La Palestine, une terre, un peuple (3)

# Un peuple et son organisation

Dès 1920, et la déclaration de Balfour, le peuple palestinien se dresse contre les projets britanniques d'implanter en Palestine une colonie sioniste. Pendant 30 ans, les paysans vont tenter de défendre leurs terres les armes à la main. L'esprit de résistance ne suffira pourtant pas à empêcher l'impérialisme de créer l'État d'Israël et celui-ci de s'étendre sur la quasi totalité du sol palestinien. Chassés de leur terre, des centaines de milliers de Palestiniens vont aller s'entasser dans des camps de réfugiés le long des frontières. C'est de ces camps que va se reformer et repartir la Résistance palestinienne.

C'est en 1956, que sont mis sur pieds les premiers embryons des organisations de résistance. A Gaza apparaissent les premiers éléments du Fath. L'idée de la lutte armée n'est pas encore très répandue, cependant, le 1er janvier 1965, Al-Assifa, la branche militaire du Fath, lance la première opération en territoire israélien.

Entre temps, le 15 septembre 1963, le conseil de la Ligue arabe a décidé de favoriser le développement d'une organisation palestinienne. Cette mission est confiée à Ahmed Choukeiri. Le 28 mai 1964, se tient le 1er congrès national palestinien. Trois cent quatre vingt huit délégués palestiniens, venus de tout le monde arabe, élisent Choukeiri à la tête de la nouvelle organisation : l'Organisation de libération de la Palestine (OLP). C'est alors essentiellement une organisation composée de notables et qui soulève une certaine méfiance de la part des organisations qui existent alors, notamment du Fath.

En 1967, l'OLP n'a pas encore de réelle représentativité au niveau des masses palestiniennes. L'irruption des organisations de résistance sur la scène internationale à partir de 1967 et la démission de Choukeiri de la présidence vont changer cet état de fait.

A partir de cette époque, tous les mouvements de libération vont se joindre l'un après l'autre à l'OLP. Le 21 mars 1968 a lieu un tournant décisif à Karameh.

Ce jour là des unités sionistes, blindés et aviation, franchissent le Jourdain pour attaquer le camp de réfugiés de Karameh. Au terme d'une bataille de douze heures, repoussées par les Palestiniens, les troupes sionistes doivent battre en retraite, subissant de lourdes pertes. Cette bataille marque une victoire pour les organisations palestiniennes et impulse la ligne de ces dernières au sein de l'OLP.

### LA CHARTE NATIONALE PALESTINIENNE

Au Caire, le 10 juillet, se réunit le premier conseil national palestinien qui appelle à la lutte jusqu'à la victoire contre l'État sioniste et à l'unification de tous les mouvements palestiniens. C'est également à ce conseil qu'est adoptée dans sa forme définitive la Charte nationale palestinienne. Elle affirme l'unité nationale palestinienne, sa volonté de libération de sa patrie et la nécessité, pour y parvenir, de la lutte armée.

Le 4 février 1969, Yasser Arafat, le dirigeant du Fath, est élu président du conseil exécutif de l'OLP. Les structures fondamentales sont modifiées pour en faire une organisation de front uni regroupant, conformément à leur poids, les différentes composantes du peuple palestinien :

- Les organisations politiques : Fath, FDPLP, Saika et le FPLP (qui rejoindra en 1970.)
- Les organisations de mas-

ses (voir organigramme)

- Les représentants des différentes régions, y compris les territoires occupés.

La période qui s'ouvre avec l'année 1968 marque une réorganisation de la résistance palestinienne, une intensification de la lutte armée, mais aussi des tentatives, diplomatiques et physiques de liquidation de la résistance. C'est d'abord le gouvernement libanais qui agresse les commandos installés dans les camps du Liban et tente de les expulser. Après de graves incidents, et avec le soutien du peuple libanais, une convention est signée au Caire qui régit le statut des Palestiniens au Liban. L'OLP sort victorieuse de cette première épreuve.

Beaucoup plus graves sont les événements qui vont se dérouler en 1970 entre les commandos palestiniens et la Jordanie. A la suite de plusieurs crises, l'armée jordanienne entreprend une vaste offensive. C'est Septembre noir, ces affrontements durent d'ailleurs presque une année, faisant des milliers de morts de part et d'autre et portant un très grave coup à la résistance.

Celle-ci réaffirme cependant plus que jamais sa détermination à intensifier sa lutte et à faire reconnaître l'OLP comme seule représentante du peuple palestinien.

Cette reconnaissance, la première de toute, puisqu'elle date de 1965, l'OLP la tient déjà de la République populaire de Chine. Pendant longtemps, la Chine sera le seul État à ne reconnaître que l'OLP et à ne jamais entretenir de relations diplomatiques avec le régime sioniste.

1973, avec la conférence des États non alignés à Alger, permet à l'OLP de prendre une assise internationale. En novembre, le sommet arabe d'Alger la reconnaît comme unique représentante du peuple palestinien. En février 1974, c'est au tour des 36 délégations de la Conférence islamique de Lahore d'autoriser l'ouverture de bureaux

palestiniens dans leur capitale.

Finalement, le 22 novembre 1974, c'est l'Assemblée générale des Nations unies qui se prononce. Après le discours historique d'Yasser Arafat, deux résolutions sont adoptées. La première (3236) proclame le droit du peuple palestinien à l'autodétermination et à l'indépendance, la seconde (3237) reconnaît à l'OLP un statut d'observateur permanent.

L'État sioniste, de plus en plus isolé, n'échappe à la condamnation du conseil de sé-

curité que grâce au veto des USA.

En juin 1974, la douzième session du Conseil national palestinien élaborera le programme politique en dix points de l'OLP. Ce programme détermine l'objectif stratégique de la lutte : la création d'un État palestinien démocratique, il rejette de plus, toute solution qui passerait outre les aspirations nationales du peuple palestinien.

Il est encore actuel aujourd'hui.

Serge FOREST



Yasser Arafat à la tribune de l'ONU.

### Le discours d'Arafat à l'ONU en 1974 (Extraits)

## «Un Etat démocratique et laïque»

L'Organisation de Libération de la Palestine est le seul représentant légitime du peuple palestinien ; c'est pour cela qu'elle exprime les aspirations et les désirs de ce peuple. C'est également pour cela qu'elle porte devant vous ces aspirations et ces désirs en vous invitant à ne pas vous dérober à la lourde responsabilité historique qui vous incombe à l'égard de notre juste cause.

Depuis de nombreuses années, notre peuple subit les ravages de la guerre, de la destruction et de la dispersion. Nous avons payé du sang de nos fils, ce qui est une perte irréparable. Nous avons subi l'occupation, la dispersion, les évictions et la terreur plus longtemps qu'aucun autre peuple. Et tout cela n'a pas rendu notre peuple rancunier ou revancharde.

Tout cela ne nous a pas rendus racistes. Tout cela ne nous a pas fait oublier de faire la différence entre nos amis et nos ennemis.

C'est pour cela que nous condamnons tous les crimes perpétrés contre les juifs ; nous condamnons aussi toute sorte de discrimination apparente ou cachée dont les juifs ont souffert en raison de leur croyance.

Agissons ensemble afin que le rêve devienne réalité, afin que, de mon exil, je rentre avec mon peuple pour vivre dans le cadre d'un seul pays démocratique, où chrétiens, juifs et musulmans vivront dans un État fondé sur une base de justice, d'égalité et de fraternité.

En tant que combattant de la liberté, j'en connais parmi vous qui ont été comme moi, qui ont mené une lutte identique à la mienne et qui, grâce à cette lutte, ont pu concrétiser leurs rêves et en faire une réalité. Ils ont partagé mes rêves et c'est pour cela que je les invite à nous aider à concrétiser nos rêves communs en ce qui concerne l'avenir de la paix sur cette terre sacrée. Il faudrait que ces rêves deviennent sur cette terre des réalités lumineuses.

Devant un tribunal militaire israélien, un révolutionnaire juif a dit : « Je ne suis pas un terroriste ; je crois qu'un État démocratique doit exister sur cette terre palestinienne. » Il s'agit de Ahud Adif, qui a été incarcéré par les militaristes sionistes. Il a été mis en prison avec ceux qui partagent son idéal (...)

En ma qualité officielle de président de l'OLP et de chef de la révolution palestinienne, je proclame que, lorsque nous parlons de nos espoirs communs pour la Palestine de demain, nos perspectives englobent tous les juifs vivant actuellement en Palestine qui acceptent de coexister avec nous dans la paix et sans discrimination.

En ma qualité officielle de président de l'OLP et de chef de la révolution palestinienne, j'invite les juifs, individuellement, à se détourner des promesses fallacieuses de l'idéologie sioniste et des dirigeants israéliens, car ces promesses ne conduisent qu'à de perpétuelles effusions de sang et à la guerre sans fin où ils serviraient comme chair à canon.

Nous les appelons à s'ouvrir à la grande perspective que nous leur offrons afin de mettre en échec les tentatives de leurs dirigeants visant à les enfermer dans le complexe de Massada dont on veut faire leur fatalité. Nous leur offrons l'appel le plus noble, celui de vivre ensemble dans le cadre d'une paix juste, dans notre Palestine démocratique.

### ORGANIGRAMME

